

Conseil de Communauté  
du 23 novembre 2017

◆◆◆◆◆◆◆◆

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Intitulé	Page
1	Programme Local de l'Habitat 2018-2023 – Arrêt du projet	5
2	Adoption du Pacte de Solidarité (2017-2020)	10
3	Finances – Indemnité de conseil au comptable public – Attribution	11
4	Finances – Refacturation des charges de personnel supportées par le budget principal aux budgets annexes	12
5	Finances – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative n°4	12
6	Finances – Exercice 2017 – Budget annexe zone d'activités de Lassay les Châteaux – Décision modificative n°1	13
7	Finances – Exercice 2017 – Budget annexe du SPANC – Décision modificative n°1	14
8	Finances – Budget principal – Budget annexe des déchets ménagers – Exercice 2017 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux	14
9	LEADER – Demande de financement	15
10	Avenant au contrat de plan Etat Région 2015-2020	16
11	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour le contrôle des Installations Neuves et Réhabilitées – Exercice 2018	16
12	Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Signature d'une Convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré	17
13	Assurance (17SER24) – Groupement de commandes – Appel d'offres – Autorisation de signature du marché	18
14	Approvisionnement en matériaux de voirie (17FOU21) Groupement de commandes – appel d'offres – Autorisation de signature de marché	19
15	Acquisition de matériels de téléphonie mobile, abonnements et consommations (17SER27) – Groupement de commandes – MAPA – Autorisation de signature du marché	20
16	Suivi et animation de l'OPAH (17SER29) – Appel d'offres – Autorisation de signature de marché	20
17	Marchés publics – Centre aquatique intercommunal – « construction d'un giratoire sur la RN12 et aménagement des abords » - Avenant – Autorisation de signature	21

18	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenants – Autorisation de signature	21
19	Marchés publics – Construction d'un bâtiment de Pôle de santé à Mayenne – Avenant – Autorisation de signature	22
20	Demande de subvention pour des travaux sur la déchetterie de Parigné/Braye	24
21	Santé – Maison des Adolescents – Adhésion au Groupement d'Intérêt Public	24
22	Interventions de la « Sauvegarde Mayenne Sarthe » dans le cadre du schéma de protection de l'enfance du Conseil départemental	25
23	Développement culturel – Participation Pays d'Art et d'Histoire	26
24	Economie – Commerce – Ouverture des dimanches et jours fériés 2018	28

### **Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté**

Yannick LACIRE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Daniel LANDEMAINE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Jean-Louis GARNIER	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Maxime GERMAIN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
SESSAD	Convention de mise à disposition des locaux (studio de danse Nijinski)	mise à disposition à titre gratuit

### **Extrait du registre des arrêtés du Président**

**Délibération du Bureau** par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

**M. Angot** fait lecture de la lettre adressée au premier ministre :

### **Monsieur le Ministre,**

*Au nom des 33 maires des communes de Mayenne Communauté, je tiens à vous exprimer notre colère la plus vive, notre déception et notre rupture de confiance à l'égard de l'Etat.*

*Femmes et hommes politiques de terrain dans un territoire du nord des Pays de la Loire de 39 000 habitants, nous partageons avec vous la nécessité de redresser la santé des finances de l'Etat. D'ailleurs, nos collectivités ont déjà contribué ces dernières années au redressement des finances publiques à travers la suppression de la taxe professionnelle et la baisse sensible de nos dotations durant trois années.*

*Or, les collectivités génèrent des dépenses d'investissements pour des équipements directement au service des habitants et exercent régulièrement de nouvelles compétences obligatoires. Aussi, quand le Président de la République a lancé un appel à la confiance mutuelle à l'occasion de la Conférence Nationale des Territoires, **nous y avons cru**. Lorsque vous vous êtes adressé aux EPCI le 5 octobre dernier lors de la 28<sup>ème</sup> convention de l'ADCF, nous vous avons cru. Lorsque M. le Président s'adressera aux*

maires le 23 novembre prochain pour conclure le 100<sup>ème</sup> Congrès annuel des Maires de France, **devrons-nous y croire ?**

**Notre confiance était inébranlable** malgré nos diminutions de moyens depuis 2010. Notre engagement en matière de transition écologique s'est traduit par une candidature vertueuse à l'appel à projets Territoire à Energie Positive et Croissance Verte. Mayenne Communauté souhaitait être exemplaire pour entraîner les habitants comme les entreprises dans cette dynamique vertueuse.

Justement à propos d'engagement, nous avons signé deux conventions TEPCV l'une en octobre 2016 et la seconde en février 2017 pour un montant total de subvention de 1,5 million d'€ ainsi qu'un contrat de ruralité en juillet 2017 pour un montant total de subvention de 98 000 € (contre 170 000 € annoncés puisqu'une diminution de l'enveloppe nous avait été annoncée en juillet en application de votre décision d'annuler brutalement des dotations aux collectivités territoriales). A Mayenne Communauté, pour ces deux dispositifs, après débat, nous avons fait le choix de permettre aux communes d'engager des projets plutôt qu'à la communauté de communes, cette dernière étant toutefois garante de l'ingénierie.

Nous avons appris, lors d'un contact avec notre Sous-Préfecture, le 2 novembre dernier que des arbitrages avaient été rendus concernant le contrat de ruralité validant une subvention de 31 950 € pour seulement 4 projets.

Nous recevions ce même jour un courrier de la préfète de région précisant des modalités de mise en œuvre du TEPCV nous renvoyant la responsabilité de l'absence de subvention à venir.

Nous n'avons d'abord pas cru ces informations et ne voulons toujours pas y croire tellement les impacts écologiques, économiques, juridiques et budgétaires sont majeures pour notre territoire.

Comment relayer auprès de nos habitants que cette décision unilatérale de l'Etat après **la signature de contrats** leur ôte la possibilité de disposer d'une liaison douce, d'une nouvelle salle pour l'accueil de loisirs...projets présentés et conçus dans le respect des engagements de la COP ?

Comment informer les entreprises avec lesquelles des marchés ont été signés ou encore des travaux réalisés que nous ne pourrons honorer notre dette ?

Considérant pleinement l'impact de votre décision, des maires et conseillers municipaux envisagent de démissionner.

Aujourd'hui, alors qu'aucune notification officielle ne nous a été adressée sur l'absence de crédits à destination de nos communes que ce soit pour le contrat de ruralité ou le TEPCV, nous souhaitons **croire au respect de l'engagement de l'Etat, et ce quelque soit le gouvernement.**

Comptant sur votre écoute pour avoir exercé la fonction d'élus local durant sept années,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de notre entière considération.

**M. Angot :** j'ai eu M. le préfet hier par téléphone et il paraît compliqué de trouver les crédits nécessaires, mise à part une vague 2018 du Contrat de ruralité et une enveloppe DETR 2018 complémentaire. Il semble qu'une lettre du Ministre de l'Environnement devrait permettre un assouplissement administratif. Mais sur le fonds, il manque toujours 350 millions auxquels ont été adjoints 75 millions. Lors de la rencontre hier soir avec le Directeur de Cabinet de l'Élysée, j'ai pu, en notre nom, lui dire combien nous étions mécontents, que ces projets étaient de qualité et rentraient pleinement dans les critères de la COP 21, et que ce n'est pas avec ce type de démarche qu'on allait regagner la confiance des élus. Avec M. Boisseau, nous avons également rencontré d'autres membres du gouvernement et nous leur avons signifié qu'ils n'imaginent pas combien nos élus sont fâchés.

**G. Heurtebize :** on a l'impression qu'il n'y a que nous qui avons réagi, ça m'étonne.

**M. Boisseau :** en discutant avec les autres territoires, ils ont l'air aussi très inquiets, mais notre enveloppe est bien plus importante.

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 23 novembre 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le dix-sept novembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## **Sont présents :**

### **En qualité de titulaires :**

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme MORIN, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. FORET, HEURTEBIZE, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, THELIER, COUTURIER, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

### **En remplacement du titulaire absent :**

M. BORDELET est remplacé par M. CHAUVIERE  
M. COISNON est remplacé par Mme RIDAME  
M. BOITTIN est remplacé par M. FRETARD

M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST  
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD  
Mme BAR donne pouvoir à M. ANGOT  
Mme LANCIEN donne pouvoir à M. LE SCORNET  
M. LESAINTE donne pouvoir à Mme LODE  
Mme ADAM donne pouvoir à M. PAILLASSE  
Mme PELE donne pouvoir à Mme BEUNEUX  
M. REBOURS donne pouvoir à M. ORDRONNEAU  
M. FAUCON donne pouvoir à M. MORIN  
Mme BELLON donne pouvoir à M. BOURGUIN  
M. LANDEMAINE donne pouvoir à Mme COUTURIER

### **Excusés :**

M. MOLL, *3<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. GUIHERY, POIRRIER, BEAUJARD, Mmes GONTIER, BODINIER

Mme OLIVIER a été désignée secrétaire.

**M. VALPREMIT expose :**

« Mayenne Communauté » comptant plus de 30 000 habitants est dans l'obligation d'élaborer un Programme Local de l'Habitat (PLH) pour répondre aux exigences de la Loi de Mobilisation pour le logement et de lutte contre les exclusions, du 25 mars 2009.

La CCPM ayant arrêté son PLH en décembre 2014 et afin de pouvoir disposer, dans les meilleurs délais, d'un PLH correspondant au périmètre de la nouvelle intercommunalité, il avait été convenu les étapes suivantes :

- 2015 : élaboration d'un diagnostic Habitat sur la CCHL
- 2016 : élaboration d'un nouveau PLH à l'échelle de Mayenne Communauté, en prenant en compte le diagnostic réalisé sur la CCHL et le PLH de la CCPM
- 1<sup>er</sup> janvier 2018 : PLH effectif à l'échelle de la nouvelle intercommunalité.

Lors de sa séance du 25 février 2016, le Conseil Communautaire a acté l'élaboration d'un nouveau PLH en accompagnement de sa réflexion SCOT- PLUi qui a été lancée dès 2016 dans le cadre du marché de la révision du Scot et de l'élaboration du PLUi et en juin a confié l'accompagnement à CODRA.

Les étapes de la démarche du PLH, menées en 2017, ont été les suivantes :

- Un diagnostic du territoire réalisé en interne (mars)
- Un document d'orientations : définition des objectifs de production en logements à l'horizon 2023 et des orientations pour la politique de l'habitat (mai)
- Un programme d'actions (septembre)
- Une enquête du foncier mobilisable (octobre).

**Les enjeux définis dans le diagnostic**

A partir du diagnostic, 5 enjeux ont été définis :

- Le développement d'une politique de logements, d'équipements et de services favorables à l'attractivité du territoire en particulier pour les jeunes ménages avec enfants
- L'adaptation du parc des logements à l'évolution du profil des ménages (notamment avec le vieillissement de la population et la diminution de la taille des ménages)
- La rénovation, le renouvellement du parc et la mobilisation du foncier en centre-ville / bourg
- La pérennisation des réponses à destination des publics spécifiques
- La mise en œuvre d'une gouvernance renouvelée pour le PLH et la réflexion sur la gestion de la demande locative sociale et des attributions en lien avec les évolutions de loi Egalité et Citoyenneté.

**Les éléments de synthèse du document d'orientations**

**1. Les orientations qualitatives pour la politique de l'habitat**

A partir des cinq enjeux issus du diagnostic qui guident les priorités du nouveau PLH, quatre orientations ont ainsi été retenues :

- Orientation 1 : Développer un habitat répondant aux besoins des ménages dans leur diversité
- Orientation 2 : Conforter les centres-bourgs et l'attractivité du parc existant
- Orientation 3 : Assurer les réponses aux différents besoins des populations spécifiques
- Orientation 4 : Suivre et mettre en œuvre la politique de l'habitat, avec des moyens et des

partenariats adaptés.

## 2. Les objectifs de production en logements

Sur les 6 ans du PLH 2018 – 2023, l'offre nouvelle est estimée à 1 000 logements (soit 167 logements par an) avec un objectif de remobilisation du parc vacant à hauteur de 10 % de cette nouvelle offre (soit une remise sur le marché de 17 logements vacants par an).

Les objectifs qualitatifs de cette nouvelle offre sont les suivants :

- 15 % en locatif social
- 30 % en accession sociale (PSLA, PTZ)
- et le reste (55 %) en marché libre.

Ces objectifs ont été déclinés par commune en fonction de leur typologie et suivant l'armature urbaine de Mayenne Communauté.

Les tableaux ci-dessous détaillent les objectifs globaux, en matière de logement social ainsi qu'en accession sociale et maîtrisée.

## Les objectifs globaux

		Objectif sur 6 ans (PLH 2018-2023)	Soit par an (Arrondis)
<b>Le pôle majeur</b>	<b>Mayenne</b>	360	60
<b>Les deux pôles structurants</b>	<b>Lassay-les-Châteaux</b>	60	10
<b>120 logements</b>	<b>Martigné-sur-Mayenne</b>	60	10
<b>Les bourgs intermédiaires</b>	<b>Commer</b>	40	7
<b>80 logements</b>	<b>Saint-Georges- Buttavent</b>	40	7
<b>Les communes de la couronne mayennaise</b>	<b>Aron</b>	48	8
	<b>La Bazoge-Montpinçon</b>	30	5
	<b>Moulay</b>	40	7
	<b>Parigné-sur-Braye</b>	30	5
	<b>Saint-Baudelle</b>	36	6
<b>214 logements</b>	<b>Saint-Fraimbault-de- Prières</b>	30	5

		Objectif sur 6 ans (PLH 2018-2023)	Soit par an (Arrondis)
<b>Les communes rurales en dynamique de développement</b>	<b>Belgeard</b>	12	2
	<b>Champéon</b>	18	3
	<b>Charchigné</b>	15	3
	<b>Contest</b>	10	2
	<b>Grazay</b>	15	3
	<b>Jublains</b>	20	3
	<b>La Chapelle-au-Riboul</b>	10	2
	<b>La Haie-Traversaine</b>	10	2
	<b>Le Horps</b>	20	3
	<b>Le Ribay</b>	12	2
	<b>Marillé-la-Ville</b>	12	2
	<b>Montreuil-Poulay</b>	12	2
<b>188 logements</b>	<b>Sacé</b>	20	3
<b>Les communes rurales en dynamique de maintien démographique</b>	<b>Alexain</b>	8	1
	<b>Hardanges</b>	4	1
	<b>Le Housseau-Brétignolles</b>	6	1
	<b>Placé</b>	1	Moins de 1
	<b>Thubeuf</b>	6	1
	<b>Rennes-en-Grenouilles</b>	3	1
	<b>Sainte-Marie-du-Bols</b>	4	1
	<b>Saint-Germain-d'Anxure</b>	4	1
<b>40 logements</b>	<b>Saint-Julien-du-Terroux</b>	4	1
<b>Total Mayenne Communauté</b>		<b>1 000</b>	<b>Environ 167</b>

## Les objectifs en locatif social

			Nb de logts sociaux existants des bailleurs HLM	des Communes	Objectifs sur 6 ans en locatif social
Mayenne			1 189	16	70 logements
Lassay-les-Châteaux			76	8	8 à 10
Martigné-sur-Mayenne			20	3	8 à 10
Commercy			-	9	5 à 8
Saint-Georges-Buthavant			-	7	5 à 8
Aron			6	44	5 à 8
La Bazoge-Montpinçon			1	3	5 à 8
Moulay			-	6	5 à 8
Parigné-sur-Braye			7	2	5 à 8
Saint-Baudelle			4	7	5 à 8
Saint-Fraimbault-de-Préres			7	2	5 à 8
Belgeard			2	2	2 à 4
Champéon			4	14	2 à 4
Charchigné			-	25	2 à 4
Contest			3	9	2 à 4
Grazay			6	8	2 à 4
Jublains			6	5	2 à 4
La Chapelle-au-Riboul			10	10	2 à 4
La Haie-Traversaine			6	2	2 à 4
Le Horps			18	41	2 à 4
Le Ribay			2	16	2 à 4
Marcillé-la-Ville			13	18	2 à 4
Sacé			2	2	2 à 4
Montreuil Poulay			-	5	2 à 4
Alexain			-	5	Aucun objectif
Saint-Germain-d'Anxure			-	4	
Hardanges			-	8	
Le Housseau-Brégnolles			-	1	
Placé			-	4	
Rennes-en-Grenouilles			-	-	
Sainte-Marie-du-Bois			-	4	
Saint-Julien-du-Terroux			2	10	
Thubœuf			-	5	
EPCI			1 384	304	Au moins 155

### L'enquête du foncier mobilisable

Pour répondre à l'objectif d'une offre nouvelle de 1 000 logements sur 6 ans (2018 – 2023), le service Urbanisme de Mayenne Communauté a établi avec les élus des communes des cartes du foncier mobilisable de leur centre ville / bourg, voire de certains hameaux.

Le foncier total constructible des communes répondrait aux objectifs du PLH en permettant théoriquement la construction de 3 563 logements, dont :

- 2 321 en extension urbaine
- 704 en densification des zones urbaines
- 538 en lotissements en cours de commercialisation.

			Nombre de logements défini par l'enquête du foncier			
		Objectif sur 6 ans (PLH 2018 - 2023)	En extension	En lotissement	En densification	Total
Le pôle Majeur	Mayenne	360	132	294	268	694
Les 2 pôles structurants	Lassay-les-Châteaux	60	77	10	28	115
	Martigné-sur-Mayenne	60	80	0	17	97
Les bourgs intermédiaires	Commer	40	69	23	18	110
	Saint-Georges-Buttavent	40	229	15	51	295
Les communes de la couronne Mayennaise	Aron	48	423	43	16	482
	La Bazoge-Montpinçon	30	35	12	33	80
	Moulay	40	279	13	10	302
	Parigné-sur-Braye	30	77	0	0	77
	Saint-Baudelle	36	107	4	0	111
	Saint-Fraimbault-de-Prières	30	48	5	10	63
Les communes rurales en dynamique de développement	Belgeard	12	125	5	86	216
	Champéon	18	0	11	8	19
	Charchigné	15	54	3	8	65
	Contest	10	0	3	33	36
	Grazay	15	124	1	11	136
	Jublains	20	19	17	31	67
	La Chapelle-au-Riboul	10	11	2	10	23
	La Haie-Traversaine	10	11	18	16	45
	Le Horps	20	84	5	0	89
	Le Ribay	12	58	6	1	65
	Marcillé-la-Ville	12	87	7	12	106
	Montreuil-Poulay	12	0	19	5	24
	Sacé	20	81	7	3	91
Les communes rurales en dynamique de maintien démographique	Alexain	8	27	0	2	29
	Hardanges	4	10	0	4	14
	Le Housseau-Brétignolles	6	28	2	13	43
	Placé	1	21	2	1	24
	Rennes-en-Grenouilles	3	4	0	0	4
	Saint-Germain-d'Anxure	4	13	0	0	13
	Saint-Julien-du-Terroux	4	0	6	0	6
	Sainte-Marie-du-Bois	4	8	0	0	8
	Thubœuf	6	0	5	9	14
Total Mavenne Communauté		1 000	2 321	538	704	3 563

## Le programme d'actions

Un programme de 16 actions a été défini sur la base des 4 orientations définissant la politique de l'habitat de Mayenne Communauté.

Ces actions permettent, entres autres, de soutenir les porteurs de projets et associations :

- **aide financière et technique aux communes axée principalement sur des projets en centre bourg** pour l'acquisition du foncier, la réalisation d'études urbaines et le suivi de maîtrise œuvre, la construction et réhabilitation de leur parc locatif à vocation sociale, la démolition de logements
- **aide financière aux bailleurs sociaux** pour des opérations de construction et réhabilitation de logements
- **aide financière et technique aux propriétaires du parc privé** pour l'amélioration de leur logement que ce soit au niveau de l'énergie, de l'accessibilité ou de l'habitat indigne et dégradé
- **soutenir les missions des associations œuvrant** dans le domaine de l'habitat

Le service Urbanisme assurera également une partie des actions pour :

- répondre aux besoins des populations spécifiques (personnes âgées, jeunes, gens du voyage, ménages en difficulté sociale)
- assurer le suivi et l'animation du PLH auprès des différents partenaires.



Un budget annuel de près de 300 000€ permettra de répondre à la réalisation de l'ensemble des actions.

Orientations	N°	Actions	Total
<b>Orientation 1 :</b> Développer un habitat répondant aux besoins des ménages dans leur diversité <sup>1</sup>	<b>1</b>	Assurer le suivi de la programmation de logements et anticiper sur les problématiques foncières	150 000 €
	<b>2</b>	Améliorer la qualité des constructions et des projets d'aménagement	210 000 €
	<b>3</b>	Assurer la mixité sociale dans l'offre de logements produits	500 000 €
<b>Orientation 2 :</b> Conforter les centres-bourgs et l'attractivité du parc existant	<b>4</b>	Soutenir la réhabilitation et renouvellement du parc locatif social	100 000 €
	<b>5</b>	Mettre en œuvre un nouveau dispositif d'amélioration du parc privé	693 240 €
	<b>6</b>	Accompagner les communes sur le volet opérationnel de revitalisation des centres ville - bourg	
<b>Orientation 3 :</b> Assurer les réponses aux différents besoins des populations spécifiques	<b>7</b>	Améliorer l'accessibilité du parc locatif social existant pour les personnes en perte d'autonomie	Animation du PLH
	<b>8</b>	Faciliter la mise en œuvre d'opérations répondant aux attentes des personnes vieillissantes	
	<b>9</b>	Maintenir les actions en faveur du logement des jeunes qui répondent globalement aux besoins	
	<b>10</b>	Maintenir les actions en faveur du logement des personnes défavorisées qui répondent globalement aux besoins	
	<b>11</b>	Etudier les besoins et produits « habitat » à développer répondant aux attentes des Gens du Voyage	
<b>Orientation 4 :</b> Suivre et mettre en œuvre la politique de l'habitat, avec des moyens et des partenariats adaptés	<b>12</b>	Renforcer le dispositif d'observatoire de l'habitat et du foncier	
	<b>13</b>	Mettre en place un Comité de suivi du PLH	
	<b>14</b>	Maintenir les partenariats avec les associations locales ainsi que les dispositifs de communication et d'information existants	98 592,00 €
	<b>15</b>	Mettre en place un cadre contractuel et partenarial avec les bailleurs sociaux	Animation du PLH
	<b>16</b>	Mettre en place la Conférence Intercommunale du Logement et les outils de gestion de la demande locative sociale et des attributions	25 000,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>1 776 831,98 €</b>
<b>Moyenne annuelle</b>			<b>296 139 €</b>

Nous en sommes donc à la phase d'arrêt du projet.

Une fois, le PLH arrêté par le Conseil de Communautaire du 23 novembre 2017, les communes disposeront d'un délai de deux mois pour délibérer sur la validation des documents.

Le conseil communautaire délibérera ensuite vers février 2018, après validation de l'ensemble des communes, sur l'arrêt définitif du PLH.

Puis, les instances de l'Etat seront consultées, notre dossier sera soumis au Comité Consultatif Régional de l'Habitat (le délai réglementaire de cette consultation et avis est de 3 mois). Dès l'obtention des avis favorables obtenus de l'Etat, le PLH pourra être approuvé et mis en œuvre par MC.

**A. Valprémit :** Remerciements à Yasmine Rocher sur ce travail monumental qui a été réalisé en régie et pas par un cabinet, que ça soit sur l'étude comme sur le diagnostic avec une forte présence sur le terrain et dans chaque commune pour recenser tous les éléments.

**M. Angot :** C'est un enjeu important avec la restructuration de logements dans les centre-bourgs et centre-ville. Si on ne fait rien dans 20 ans, les logements vont s'effondrer. Ça concerne toutes les Communes. L'état général des églises est aussi préoccupant, c'est important en matière d'urbanisme.

**JP. Lescornet :** je m'interroge sur l'articulation de ce projet avec la compétence du département, ainsi que le portage par l'établissement public foncier local.

**M. Angot :** concernant l'EPFL, il ne faudra pas perdre des opportunités dans vos Communes. Il faut

enclencher cette aide même si le projet n'est pas finalisé. Pensez bien à solliciter l'EPFL.

**A. Valprémit** : le département a retenu 8 Communes avec 560 000 € d'aides sur la mandature. Nous avons décidé collectivement d'aider aussi les autres Communes. Il va falloir se donner des règles de gestion mais nous aiderons toutes les Communes à mettre en place leur projet. Nous avons interrogé à plusieurs reprises le département sur les critères retenus et les classements pour étendre cette liste des 8 Communes mais nous n'avons pas de réponse aujourd'hui.

**C. Sabran** : toutes les Communes n'ont pas mis en place la possibilité de préempter.

**A. Valprémit** : une taxe existe et n'a pas été mise en place pour financer le droit de préemption de l'EPFL. Nous allons travailler prochainement sur ce sujet avec toutes les Communes et il serait intéressant de s'harmoniser sur notre territoire.

**M. Angot** : c'est l'EPFL qui se charge de la négociation, même sur le droit de préemption.

**M. Boisseau** : on fixe des objectifs à atteindre sur 6 ans mais on a parfois des difficultés à faire venir certains bailleurs sociaux. Est-ce qu'on met une stratégie en place, pas pour les obliger mais pour les inciter à venir chez nous pour pouvoir remplir nos objectifs de logement social ?

**A. Valprémit** : nous allons poser ensemble les chiffres, tout mettre face-à-face. Ensuite, il faudra définir comment nous travaillerons ensemble sur le sujet. Soit on continue chacun de notre côté, soit on décide de rencontrer collectivement les bailleurs sociaux.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide le futur PLH et notamment les orientations et programmes d'actions jointes en annexes
- s'engage sur la réservation des crédits nécessaires à sa mise en œuvre
- et autorise M. le Président à signer les documents et à entamer les procédures et démarches correspondantes.

## **2 - Adoption du Pacte de Solidarité (2017-2020)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

### **M. SOUTIF expose :**

Depuis la fusion des Communautés de Communes du Pays de Mayenne et de Le Horps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le groupe solidarité a été missionné pour élaborer un projet de pacte financier, fiscal et solidaire.

Ce document constitue un outil de gouvernance pour le territoire de Mayenne Communauté. Ce pacte retrace essentiellement des relations financières existantes ou futures entre Mayenne Communauté et ses Communes membres. Il s'inscrit dans une démarche de stratégie territoriale et de cohésion pour faciliter le «faire ensemble» de notre bloc communal.

Cet objectif s'avère d'autant plus prégnant au moment où notre territoire est engagé :

- dans une réflexion sur l'aménagement de celui-ci avec trois documents réglementaires (SCOT, PLUI, PLH)
- dans la préparation d'un projet de territoire propre à Mayenne Communauté
- et dans un contexte financier de plus en plus contraint avec notamment le nouvel effort demandé par l'Etat aux Collectivités.

Ce pacte présente une nouvelle façon d'envisager la solidarité au sein de Mayenne Communauté en développant une péréquation interne entre les Communes.

Ce pacte financier, fiscal et solidaire de Mayenne Communauté s'articule autour de 4 leviers :

### 1) Levier organisationnel

- Mutualisation
- Mayenne Communauté: actrice pour de nouveaux soutiens financiers aux Communes

### 2) Levier transfert de charges

- Evaluation des transferts de charges et fixation des attributions de compensation

### 3) Levier fiscal

- Protocole de neutralisation fiscale et budgétaire
- Reversements de fiscalité

### 4) Levier péréquation

- Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)
- Fonds de concours communautaires

Ce pacte vise à faire vivre la solidarité nécessaire entre le projet communautaire et la cohésion des 33 Communes de Mayenne Communauté.

En résumé, 21 Communes seront exclusivement bénéficiaires dans la mise en oeuvre du pacte tandis que les 12 Communes qui disposent d'une zone d'activités aménagée et financée par Mayenne Communauté, seront à la fois bénéficiaires et contributrices.

Ce pacte forme un tout et son application ne peut pas être partielle.

Cette première version constitue un cadre qui pourra évoluer et un support afin d'éviter de recréer d'autres dispositifs de solidarité.

Comme tout pacte, il nécessite une consultation de tous les conseils municipaux de Mayenne Communauté avant sa mise en application.

**M. Delahaye :** Sur la taxe d'aménagement, il faut vérifier que l'on n'est pas contreproductif et en concurrence avec les territoires car un chef d'entreprise m'a fait remonter cette information. Sur l'éolien, un effort conséquent a été consenti par Mayenne Communauté, Noël arrive ! Il ne faudra pas oublier également le parc de panneaux solaires sur St Fraimbault.

**P. Soutif** précise que le reversement d'IFER provenant d'autres sources d'énergie renouvelable pourra être étudié par le groupe solidarité comme indiqué dans le Pacte de solidarité.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **adopte le pacte de solidarité joint en annexe**

- **et autorise Monsieur le Président à le signer après l'adoption de celui-ci par la majorité des communes membres de Mayenne Communauté et l'unanimité des communes à la fois bénéficiaires et contributrices.**

## **3 - Finances – Indemnité de conseil au comptable public – Attribution**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 12 décembre 2017*

### **M. SOUTIF expose :**

Par courrier daté du 26 juin dernier, le Directeur Départemental des Finances Publiques nous a informés de la prise de fonction de Monsieur Paul RICHOU, en qualité de comptable du centre des finances publiques du Pays de Mayenne, à effet du 3 juillet dernier .

Il vous est proposé de délibérer sur l'indemnité de conseil à attribuer à Mr Paul Richou et d'en fixer le taux.

En effet, l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 autorise le versement au comptable du Trésor exerçant les fonctions de Receveur, d'une indemnité de Conseil assise sur la moyenne annuelle des dépenses budgétaires réelles des sections de fonctionnement et d'investissement après délibération du Conseil.

**G. Heurtebize** : est-ce que l'indemnité est proratisée par rapport au travail de Mme Kagazkanany sur les 6 autres mois en 2017 ?

**G. Bourguin** : oui, c'est ce que nous avons également fait à la Ville de Mayenne.

**A. Valprémit** : en ce qui concerne Sacé, vu le travail de la trésorerie qui relevait plus du contrôle que du conseil et que la Commune se trouve dans le réseau d'alerte, en cohérence avec la décision de mon conseil municipal, je m'abstiens.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (5 personnes se sont abstenues), accorde à Monsieur Paul RICHOU l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, selon les bases de calcul définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 précité.**

**4 - Finances – Refacturation des charges de personnel supportées par le budget principal aux budgets annexes**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. RAILLARD expose :**

Le budget principal supporte les charges de personnel intervenant pour le compte des budgets annexes déchets ménagers, prestations de services, SPANC et LEADER.

Ces charges de personnel sont identifiables par le biais de la comptabilité fonctionnelle soit le code 810 pour le service prestations, 8111 pour le SPANC, 812 pour les déchets ménagers, et 900 pour le budget LEADER.

Cette répartition est également utilisée en matière de recettes liées au personnel qui sont encaissées par le budget principal pour le compte des budgets annexes comme les indemnités journalières.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée autorise la refacturation aux budgets annexes des charges de personnel supportées par le budget principal déduction faite des recettes encaissées en matière de personnel pour le compte des 4 budgets annexes pré cités.**

**5 - Finances – Exercice 2017 – Budget principal – Décision modificative n°4**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. SOUTIF expose :**

Par délibération du 9 mars dernier, le budget primitif de la Communauté de Communes a été adopté puis ajusté par décisions modificatives du 29 juin, 28 septembre et 26 octobre derniers. Il convient par délibération modificative n°4 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits en section de fonctionnement et en section d'investissement comme présenté ci-après :

Section de fonctionnement :						
Chap.	Nature	Fonction	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
012	64131	020 0		Rémunération non titulaires Administration générale	9 000,00	
011	615221	324	G20	Dépenses d'entretien bâtiment Grand Nord	6 000,00	
011	615221	90 24	G411	Dépenses d'entretien bâtiment Gendarmerie	6 500,00	
011	6228	023 3	G203	Animations du Cybercentre	-1 681,00	
011	60632	023 3	G203	Petit équipement du Cybercentre	-40,00	
65	6521	90 1		Subvention au budget annexe zone d'activités de Lassay	9 670,00	
67	6718	314	G20	Autres charges exceptionnelles	-20 000,00	
67	6745	314	G20	Subvention exceptionnelle à la SCIC du cinéma	30 000,00	
67	673	01	G67	Titres annulés	10 000,00	
042	722	822 0	RN162	Immobilisations corporelles		8 651,11
022	022		G67	Dépenses imprévues	-40 797,89	
				<b>Total D.M.N° 4</b>	<b>8 651,11</b>	<b>8 651,11</b>
				<b>Rappel B.P 2017 + DM 1 + DM 2 +DM 3</b>	27 031 996,84	27 031 996,84
				<b>TOTAL BP + DM</b>	<b>27 040 647,95</b>	<b>27 040 647,95</b>

Section d'investissement :						
Chap.	Nature	Fonction	Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
13	1321	322		Subvention sur restauration de gravures du musée par le Fonds Régional d'Aide à la Restauration		1 145,00
21	2188	023 3		Acquisition matériel divers	1 276,00	
21	2183	023 3		Acquisition matériel informatique	445,00	
040	458102	822 0		Opérations sous mandat	8 651,11	
041	28138	01		Amortissement des immo corporelles autres constructions	-5 467,00	
041	28132	01		Amortissement des immo corporelles immeubles de rapport		-5 467,00
10	10222	01		FCTVA		9 227,11
				<b>Total D.M.N° 4</b>	<b>4 905,11</b>	<b>4 905,11</b>
				<b>Rappel B.P.2017 + DM 1 + DM 2 +DM 3</b>	25 426 933,01	25 426 933,01
				<b>TOTAL BP + DM</b>	<b>25 431 838,12</b>	<b>25 431 838,12</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°4 au budget principal 2017 tel que présentée ci-dessus.*

**6 - Finances – Exercice 2017 – Budget annexe zone d'activités de Lassay les Châteaux – Décision modificative n°1**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. TRANCHEVENT expose :**

Par délibération du 9 mars dernier, le budget annexe de la zone d'activités de Lassay a été adopté. Il convient par délibération modificative n°1 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits en section de fonctionnement comme présenté ci-après :

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
011	6226	Honoraires	9 670,00	
75	7552	prise en charge du déficit par le budget général		9 670,00
		<b>Total D.M.N° 1</b>	<b>9 670,00</b>	<b>9 670,00</b>
		Rappel B.P	43 624,91	43 624,91
		<b>TOTAL BP + DM 1</b>	<b>53 294,91</b>	<b>53 294,91</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°1 au budget annexe de la zone d'activités de Lassay 2017 tel que présentée ci-dessus.*

**7 - Finances – Exercice 2017 – Budget annexe du SPANC – Décision modificative n°1**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. BOURGUIN expose :**

Par délibération du 9 mars dernier, le budget annexe du SPANC a été adopté.

Afin de budgéter les aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif perçues de l'Agence de l'Eau et reversées aux particuliers réalisant des travaux, il convient par délibération modificative n°1 d'ajuster les crédits budgétaires inscrits en section d'investissement comme présenté ci-après :

Section d'investissement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
45	45810118	Opération sous mandat	153 000,00	
45	48520118	Opération sous mandat		153 000,00
		<b>Total D.M.N° 1</b>	<b>153 000,00</b>	<b>153 000,00</b>
		Rappel B.P	30 000,00	30 000,00
		<b>TOTAL BP + DM 1</b>	<b>183 000,00</b>	<b>183 000,00</b>

*Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve la décision modificative n°1 au budget annexe du SPANC tel que présentée ci-dessus.*

**8 - Finances – Budget principal – Budget annexe des déchets ménagers – Exercice 2017 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**Mme MORIN expose :**

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2012 à 2016 du budget principal et du budget annexe déchets ménagers.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement ( c/6542 créances éteintes), il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

Budget principal	Créances éteintes c/6542	2012	2014	TOTAL
		272,30 €	66,05 €	<b>338,35 €</b>

Budget annexe déchets ménagers	Créances éteintes c/6542	2014	2015	2016	TOTAL
		351,80 €	793,79 €	1 132,93 €	<b>2 278,52 €</b>

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

**G. Heurlebize** : a-t-on des nouvelles de notre agent accidenté ?

**N. Morin** : Il est à l'hôpital de Laval. Il a eu une greffe d'os sur la jambe droite au cours du mois de septembre et a une prothèse sur l'autre jambe. L'opération nécessite de la rééducation et je lui rendrai visite la semaine prochaine. Le chauffeur a repris un travail mais ailleurs que chez nous suite à une disponibilité.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 338,35 € pour le budget principal et de 2 278,52 € pour le budget annexe déchets ménagers.**

#### 9 - LEADER – Demande de financement

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

#### M. TRANCHEVENT expose :

Le dossier de demande de subvention concernant l'animation et la gestion du programme LEADER pour 2017 sera présenté en comité de programmation prochain selon le plan de financement suivant :

DEPENSES Montant en €	RESSOURCES	Montant en €	
Postes Animation, gestion	17 370,00 42 327,00	<b>Concours FEADER sollicité (LEADER)</b>	<b>56 298,04</b>
Dépenses d'abonnements, Réception...	1 021,00 200,00	Gal Haute Mayenne (via MC leader)	14 074,51
Frais de structures	8 954,55		
Frais de déplacement	500,00		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>70 372,55</b>	<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>70 372,55</b>

Il y a aura également, le dossier pour l'animation énergie 2017-2019 dont le plan de financement sera le suivant :

DEPENSES Montant en €	RESSOURCES	Montant en €	
Cout prestation Synergie	25 500,00	<b>Concours FEADER sollicité (LEADER)</b>	<b>20 400,00</b>
		Gal Haute Mayenne (via MC leader)	5 100,00
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>25 500,00</b>	<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>25 500,00</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- valide les demandes de subvention pour l'animation gestion 2017 ainsi que la demande pour l'animation énergie 2017-2019 pour la mise en œuvre du programme LEADER 2014/2020
- valide les plans de financement proposés soit 80% LEADER, 20% Gal Haute Mayenne
- autorise le Président à solliciter les subventions européennes LEADER à hauteur de 56 298.04 € pour l'animation gestion 2017 et à hauteur de 20 400 € pour l'animation Énergie 2017-2019  
(Dans l'hypothèse où les montants versés seraient inférieurs aux montants sollicités, le Gal de Haute Mayenne s'engage à prendre en charge la différence)
- et autorise le Président à signer tout document à intervenir.

## **10 - Avenant au contrat de plan État Région 2015-2020**

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Le Pays de Haute Mayenne porteur d'une action « opportunités et enjeux pour les entreprises » dans le cadre du contrat de plan état région 2015-2020 ayant cessé ses activités au 31 décembre 2016,

Cette action a donc été remaniée et répartie entre deux nouvelles actions :

- Mise en place d'un rdv annuel de l'emploi - Montant CPER 15 000 € - CC chef de file Mayenne Communauté,
- Mise en place d'un appui à la gestion des ressources humaines des petites et moyennes entreprises - Montant CPER 22 000 € - CC chef de file Communauté de Communes du Bocage Mayennais.

**P. Tranchevent :** le bilan des rencontres de l'emploi : c'est une véritable réussite. Parmi les personnes rencontrées, ce sont 100 emplois créés à ce jour. On étudie la possibilité de créer une deuxième cession au cours de l'année.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- intègre ces deux nouvelles actions par avenant au contrat de plan Etat Région
- valide la désignation des chefs de files de ces deux actions
- et autorise le président à signer l'avenant et tout document en lien avec le contrat plan état région.

## **11 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour le contrôle des Installations Neuves et Réhabilitées – Exercice 2018**

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

### **M. BOURGUIN expose :**

Dans le cadre de son 10<sup>è</sup> programme (2013-2018), l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne attribue des aides financières aux Collectivités pour restaurer un bon état des eaux.

S'agissant de l'Assainissement Non collectif, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne attribue deux types d'aides :

- aides à la réhabilitation
- aides au fonctionnement des SPANC.

Parmi les aides au fonctionnement des SPANC, elle subventionne à 60 % le contrôle des installations neuves ou réhabilitées.

Pour 2018, le nombre de contrôle "Neuf" à réaliser est estimé à :

- 90 contrôles de conception pour une redevance fixée à 40 €
- 90 contrôles de réalisation pour une redevance fixée à 60 €.

Suivant les modalités d'aides de l'Agence de l'Eau, pour l'exercice 2018, le SPANC peut bénéficier d'une



subvention d'un montant de 5 400 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à solliciter une subvention de 5 400 € auprès de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour les contrôles de Conception et Réalisation 2018.**

**12 - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Signature d'une Convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré**

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

**M. BOURGUIN expose :**

Des conventions pour la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ont été signées avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne en 2015 par la Communauté de Communes de Le Horps-Lassay et la Communauté de Communes du Pays de Mayenne.

Elles ont été transférées à Mayenne Communauté jusqu'à la fin de leur validité. Ces conventions vont permettre à Mayenne Communauté d'accompagner les particuliers qui ont déjà engagé leurs travaux de réhabilitation. L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne ayant instauré de nouvelles modalités d'aide le 28 septembre 2017, il convient de signer une nouvelle convention pour accompagner les particuliers éligibles aux Aides qui n'ont pas encore engagé de travaux.

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne subventionne à hauteur de 60 % (sur la base d'un coût plafond de 8 500 € TTC) les travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif existants présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré.

Les bénéficiaires finaux des aides financières apportées par l'Agence sont les particuliers. La collectivité intervient en tant qu'organisme mandataire des participations financières de l'Agence de l'Eau afin d'en faire bénéficier les maîtres d'ouvrages privés retenus dans le programme de travaux.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les particuliers propriétaires, la collectivité n'assure qu'un rôle organisationnel (relais des financements, conduite réglementaire et administrative de la procédure, animation).

Chaque propriétaire devra donner mandat à la collectivité pour percevoir, pour son compte, l'aide de l'agence. Pour cela, la collectivité devra signer une convention avec chaque propriétaire et ce avant tout démarrage des travaux chez le particulier.

**M. Delahaye :** la compétence eau et assainissement sera transférée en 2020. Pourtant, j'ai vu dans la presse que la Ville de Mayenne relançait une DSP sur 12 ans. Y a-t-il une coquille ?

**G. Bourguin :** non, c'est bien une délégation de service public engagée pour 12 ans. Les DSP sont très encadrées réglementairement. Nous avons déjà repoussé la précédente DSP une fois par avenant, mais nous ne sommes pas autorisés à le faire une 2<sup>ème</sup> fois. Il y avait donc l'obligation de relancer une DSP.

**G. Heurtebize :** ça veut dire que nous allons être obligés de tous avoir Véolia en 2020 ?

**G. Bourguin :** non, seulement sur le secteur de la ville de Mayenne.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise la signature de la Convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.**

**M. SOUTIF expose :**

Les contrats d'assurance de Responsabilité civile, de Dommage aux biens et sur la flotte automobile de la Ville de Mayenne, de Mayenne Communauté et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) prennent fin au 31 décembre 2017.

Afin de garantir aux collectivités et aux établissements précités de nouvelles polices d'assurances dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, il convient de relancer une consultation pour une période de neuf ans.

Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de ce marché a été confiée au cabinet Audit Assurances courant 2017.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Couverture en Responsabilité civile
- Couverture en Dommage aux biens
- Couverture de la flotte automobile
- Couverture de la prévoyance statutaire

Par délibération en date du 27 juillet 2017 le Conseil Communautaire a autorisé la signature de la Convention de groupement de commandes pour le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé le 13 septembre pour une publication effective le 18 septembre 2017 et une date limite de remise des offres fixée au 26 octobre 2017.

15 entreprises ont téléchargé le dossier et 11 entreprises ont finalement remis une offre, dont 9 par voie dématérialisée et réparties comme suit : trois offres pour le lot 1, cinq offres pour le lot 2, six offres pour le lot 3 et quatre offres pour le lot 4.

La Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au jeudi 16 novembre, 14h30, a désigné les attributaires :

Lot 1 « Couverture en responsabilité civile : groupement ETHIAS – PARIS NORD ASSURANCES SERVICES (PNAS) pour une prime annuelle estimée à 8 295,40 € HT, découpée comme suit : 7 298,64 € HT pour Mayenne Communauté et la Ville de Mayenne, 941,76 € HT pour le CCAS, et les frais annexes (55 € par quittance).

Lot 2 « Couverture en Dommages aux biens : GAN assurances pour une prime annuelle estimée à 37 351,00 € HT, découpée comme suit : 23 849,25 € HT pour la Ville de Mayenne, 12 044,13 € HT pour Mayenne Communauté et 1 457,40 € HT pour le CCAS.

Lot 3 « Couverture de la flotte automobile » : GAN assurances pour un montant annuel estimé à 27 997,00 € HT, découpé comme suit : 12 205,27 € HT pour la Ville de Mayenne, 9 596,29 € HT pour Mayenne Communauté et 680,95 € HT pour le CCAS, et les frais annexes (incluant les garanties spécifiques qui ne sont pas distinguables par membre du groupement).

Lot 4 « Couverture de la prévoyance statutaire » : Conformément à l'article 98 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, la commission d'attribution réunie le 16 novembre à 14h30 a décidé de déclarer ce lot sans suite pour des motifs d'intérêt général. En effet, l'analyse des offres reçues a permis de constater que les conditions tarifaires et les dispositions proposées par les candidats en lice sont moins avantageuses que celle de notre police d'assurances en cours, et qui se terminent au 31 décembre 2018.

**M. Delahaye** : il y a encore eu un raté sur les groupements de commandes après la téléphonie et les photocopieurs ! On nous avait dit qu'il y aurait un groupement pour les assurances mais je n'ai jamais eu d'écrits. On a abandonné les Communes.

**M. Angot** : vous savez bien que c'est contre vous ! Je vais me renseigner auprès des services pour en connaître la raison.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n°17SER24 intitulé « Assurances » regroupant les polices d'assurance de Mayenne Communauté et de la Ville de Mayenne, conformément à l'article 2 de la Convention du groupement de commandes, ainsi que les pièces s'y rapportant, avec les entreprises retenues.**

**14 - Approvisionnement en matériaux de voirie (17FOU21) Groupement de commandes - Appel d'offres – Autorisation de signature du marché**

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

**M. SONNET expose :**

La Ville de Mayenne et Mayenne Communauté ont des besoins en matériaux de voirie. Par délibération en date du 28 septembre 2017 le Conseil a autorisé la signature de la Convention de groupement de commandes de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté pour le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres, afin d'assurer l'approvisionnement en matériaux de voirie pour les quatre prochaines années (la durée de l'accord-cadre est de 1 an à compter de sa notification et reconductible 3 fois). Le montant des prestations est défini comme suit (les deux collectivités confondues) :

<b>Lot</b>	<b>Part annuel de Mayenne Communauté</b>	<b>Part annuel de la Ville de MAYENNE</b>	<b>Total Maximum annuel</b>
Lot N°1 : granulats	35 000 € HT	30 000 € HT	65 000 € HT
Lot N°2 : enrobés à froid	10 000 € HT	2 400 € HT	12 400 € HT
Lot N°3 : enrobés à chaud	0 € HT	55 000 € HT	55 000 € HT
Lot N°4 : émulsion	45 000 € HT	15 000 € HT	60 000 € HT
<b>Total</b>	<b>90 000 € HT</b>	<b>102 400,00 € HT</b>	<b>192 400 € HT</b>

La consultation a été lancée le 5 octobre 2017 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 8 novembre 2017 (17 entreprises ont téléchargé le dossier et 4 entreprises ont remis une offre, dont une par voie dématérialisée : une pour le lot 1, une pour le lot 2, une pour le lot 3 et deux pour le lot 4.

La Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au jeudi 16 novembre, 14h30, a désigné les attributaires :

Lot 1 « Granulés, gravillons, sable fin, cailloux, gravier, pierraille et pierre concassée, mélange de pierres, de grave et autres agrégats » : Les Carrières de Chaffenay, située au 54, avenue de l'Atlantique à Laval.

Lot 2 « Enrobés à froid » : Colas Centre Ouest, située au 2, rue Gaspard Coriolis, ZAC de la Chantrerie à Nantes.

Lot 3 « Enrobés à chaud » : Pays de Loire Enrobés (PLO), située au 20, rue de Bel Air à Carquefou.

Lot 4 « Emulsions » : Colas Centre Ouest, située au 2, rue Gaspard Coriolis, ZAC de la Chantrerie à Nantes.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n°17FOU21 intitulé « Fourniture de matériaux de voirie », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec les entreprises retenues**

**15 - Acquisition de matériels de téléphonie mobile, abonnements et consommations (17SER27) - Groupement de commandes - MAPA – Autorisation de signature du marché**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 13 décembre 2017*

**M. BOISSEAU expose :**

Les contrats d'abonnement de téléphonie mobile de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté prennent fin au 31 décembre 2017.

Par délibération en date du 28 septembre 2017 le Conseil a autorisé la signature du groupement de commandes de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté pour le lancement d'une consultation sous forme de procédure adaptée, afin d'assurer l'approvisionnement en matériel et abonnements de téléphonie mobile pour les trois prochaines années.

Celle-ci a été lancée le 2 octobre 2017 (JAAL Ouest France édition Mayenne, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 24 octobre 2017 (10 entreprises ont téléchargé le dossier et 3 offres ont été reçues, toutes par voie dématérialisée).

La Commission MAPA de Mayenne Communauté, fixée au jeudi 16 novembre, 14h30, a désigné l'attributaire : ORANGE (Agence Entreprise Ouest Atlantique, située à Rennes).

**M. Delahaye** aurait souhaité que soit présenté le détail entre les coûts d'abonnement et d'acquisition des téléphones.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n°17SER27 intitulé « Acquisition de matériels de téléphonie mobile – Abonnements et consommations », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise ORANGE pour un montant estimé de 24 963.80 € HT.***

**16 - Suivi et animation de l'OPAH (17SER29) – Appel d'offres – Autorisation de signature du marché**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. VALPREMIT expose :**

Le marché en cours se termine le 31 décembre 2017 et convient d'être renouvelé. Il porte sur une prestation de services consistant au suivi et à l'animation de l'OPAH pour la lutte contre la précarité énergétique, l'amélioration de l'habitat dégradé et l'adaptation des logements pour l'autonomie à destination des propriétaires du parc privé.

Au regard du montant total estimé de cet achat, une consultation sous forme d'appel d'offres a été choisie.

Celle-ci a été lancée le 16 octobre 2017 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 15 novembre 2017 (8 entreprises ont téléchargé le dossier et 2 offres ont été reçues dont une par voie dématérialisée).

La Commission MAPA de Mayenne Communauté, fixée au jeudi 16 novembre, 14h30, a désigné l'attributaire : SOLIHA Mayenne

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n°17SER29 intitulé « Suivi et animation de l'OPAH », ainsi que les pièces s'y rapportant, avec l'entreprise SOLIHA Mayenne pour un montant de 246 070,00 € HT.***

**17 - Marchés publics – Centre aquatique intercommunal – « Construction d'un giratoire sur la RN12 et aménagement des abords » – Avenant – Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. BOISSEAU expose :**

Par marché notifié le 23/07/2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté en 2016) a confié à l'entreprise BARON le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 4 : Menuiseries extérieures - Serrurerie » pour un montant de **440 000,00 € HT**.

Ce marché a déjà fait l'objet de 3 avenants. Pour rappel, le premier portait sur la suppression d'un palan, initialement préconisé par le maître d'oeuvre pour descendre des charges dans la trémie de la chaufferie, mais finalement inutile grâce à l'utilisation d'une échelle à crinoline prévue dans le marché initial.

Le deuxième avenant permettait la réhausse du garde corps à son extrémité pour éviter le franchissement au droit de la zone PMR du gradin.

Le troisième avenant porté sur plusieurs modifications telles que la modification de la grille d'entrée d'air de la chaufferie, l'ajout d'une rampe à hauteur d'enfant, l'ajout d'une protection métallique des canalisations dans la trémie de livraison des matériaux en sous-sol, la modification de la chaudière bois, la découpe d'une porte entre le local MNS et l'infirmerie, la création d'une porte d'accès au-dessus du local CTA.

Le montant du marché a conséquemment été porté à 448 795,00 € HT, le cumul des trois avenants a induit une augmentation de 2,00%.

Pendant les travaux, il est nécessaire de fabriquer et de mettre en place une réhausse du garde-corps métal implantée sur la rive Sud du parvis d'entrée.

**Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 2 330,00 € HT et portent le montant du marché de 440 000,00 € HT à 451 125,00 € HT.**

**Avec cet avenant, le montant du marché augmente donc de 2,53 %.**

La Commission MAPA en date du 16 novembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 4 « Menuiseries extérieures aluminium - serrureries »	4	2 330.00 € HT	BARON

**18 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenants - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. BOURGUIN expose :**

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2016 les marchés de travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne.

**Sur le lot 7 " Menuiseries intérieures " confié à l'entreprise BRAULT Menuiserie GBM pour un montant de 57 000,00 € HT :**

Par avenant n°1, l'ajout de trois portes supplémentaires a induit une plus-value de 1 949,00 € HT, soit 3,42 % du montant du marché qui est passé de 57 000,00 € HT à 58 949,00 € HT.

Deux des vitrages existants de la salle de projection ne peuvent finalement être conservés en raison de rayures multiples. Ils doivent être retirés, évacués et remplacés.

**Cette plus-value de 765,00 € HT induit une augmentation, avec le cumul des deux avenants, de 4,76 % et le montant du marché passe ainsi de 58 949,00 € HT à 59 714,00 € HT**

**Sur le lot 15 " Electricité – Courants forts et faibles " confié à l'entreprise DESSAIGNE pour un montant de 109 774,93 € HT :**

Pendant les travaux, il a été constaté que les sèche-mains n'étaient pas prévus, contrairement à leur alimentation. Il convient de les commander et de les poser. Les sèche-mains faisant partie de l'équipement des sanitaires, ils sont à la charge de Mayenne Communauté comme les distributeurs de savon, les corbeilles, les balayettes. Le devis subséquent s'élève à 2 380.00 € HT.

D'autre part et faute d'escalier au moment de l'ouverture du cinéma, il est nécessaire de procéder à l'installation d'une banque d'accueil provisoire dans hall et à son raccordement. Cette opération s'élève à 540.00 € HT.

**Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 2 920,00 € HT soit 2,66 % du montant du marché qui passe ainsi de 109 774,93 € HT à 112 694,93 € HT.**

**La Commission MAPA en date du 16 novembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de ces avenants.**

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les deux avenants présentés :**

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 7 « Menuiseries intérieures »	2	765.00 € HT	BRAULT
Lot 15 « Electricité – Courants forts et faibles »	1	2 920.00 € HT	DESSAIGNE

**19 - Marchés publics – Construction d'un bâtiment de Pôle de santé à Mayenne – Avenants - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. MOLL expose :**

Mayenne Communauté a notifié en 2016 les marchés de travaux de construction d'un bâtiment Pole de santé à Mayenne.

**Sur le lot 6 " Doublages – Cloisons sèches - Plafonds " confié à l'entreprise JARRY pour un montant de 222 988,73 € HT :**

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux pour l'installation des gaines techniques du hall liées au système de désenfumage et sur les cloisons de la zone de radiologie ont généré une moins-value totale de 1 974,19 € HT.

Dans le cadre d'un deuxième avenant, des modifications telles que la suppression des cloisons normales, la pose de cloisons plombées, et la création d'un toilette en salle de radiologie ont entraîné

une plus-value totale de 9 713,33 € HT.

Afin de répondre aux besoins des podologues qui utilisent un matériel bruyant pour réaliser des semelles orthopédiques, il a été nécessaire de renforcer l'isolation phonique entre les bureaux au second étage du bâtiment. Cela représente une moins-value de 823,94 € HT et une plus-value de 2 368,81 € HT.

**Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 1 544,87 € HT, soit une augmentation avec le cumul des trois avenants de 4,16 % du montant du marché qui passe ainsi de 222 988,73 € HT à 232 272,74 € HT.**

**Sur le lot 11 " Plomberie " confié à l'entreprise SMEC pour un montant de 115 653,14 € HT :**

Dans le cadre d'un premier avenant, la modification de la zone de radiologie a permis une moins-value de 67,27 € HT.

Un deuxième avenant portait sur la suppression du lavabo ainsi que du lave-mains inox initialement prévus et le rajout d'une toilette, d'un lave-mains et d'un lavabo, induisant ainsi une plus-value de 1 026,92 € HT.

Afin de respecter les nouvelles normes le local de stérilisation doit aujourd'hui être réorganisé, ce qui entraîne un changement d'évier et de cuves. L'arrivée d'un orthoptiste nécessite également des adaptations avec la pose d'une cuve supplémentaire. Ces opérations donnent lieu à une moins-value de 1 602,63 € HT et une plus-value de 2 101,73 € HT.

**Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 499,10 € HT soit une augmentation, avec le cumul des trois avenants, de 1,26 % du montant du marché qui passe ainsi de 115 653,14 € HT à 117 111,89 € HT.**

**Sur le lot 13 " Electricité " confié à l'entreprise SMEC pour un montant de 288 665,49 € HT :**

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux avaient entraîné une plus-value de 731,53 € HT.

Un deuxième avenant portait sur le déplacement de cloisons, la modification d'emplacements d'appareils, l'installation de la climatisation, induisant une plus-value de 10 736,59 € HT.

Aujourd'hui, dans le cadre des échanges entre la maîtrise d'ouvrage et les professionnels de santé sur les aménagements de leurs futurs locaux de consultation, des modifications ont été demandées en matière d'électricité (prises supplémentaires), d'informatique (dossiers dématérialisés partagés, télé-médecine...), de luminaires (substitution de luminaires de type 1 par des éclairages de type 2, qui sont équipés de LED plus efficaces et moins coûteux en consommation d'énergie), et ce afin de répondre aux évolutions de leurs pratiques.

Ces modifications impactent les trois niveaux du Pôle : la partie "spécialistes" avec les dermatologues et les radiologues, le premier étage avec les infirmières et les médecins généralistes, le second étage avec les podologues, la diététicienne et l'arrivée d'un orthoptiste.

Ces adaptations génèrent une moins-value de 2 183,45 € HT et une plus-value de 10 815,43 € HT.

**Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 8 631,98 € HT, soit une augmentation avec le cumul des trois avenants, de 6,96 % du montant du marché qui passe ainsi de 288 665,49 € HT à 308 765,59 € HT.**

**La Commission MAPA en date du 16 novembre 2017 a donné un avis favorable à la signature de ces avenants.**

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les trois avenants présentés :***

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 6 « Doublage – Cloisons sèches – Plafonds »	3	1 544,87 € HT	JARRY
Lot 11 « Plomberie »	3	499,10 € HT	SMEC
Lot 13 « Electricité »	3	8 631,98 € HT	SMEC

## 20 - Demande de subventions pour des travaux sur la déchetterie de Parigné/Braye

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

### Mme MORIN expose :

Le site de la déchetterie de Parigné/Braye est identifié comme prioritaire dans le schéma directeur des déchetteries délibéré le 3 novembre 2016. Cette déchetterie concentre plus de 60% des flux de Mayenne Communauté et il est proposé d'engager sa rénovation afin :

- de mettre en conformité la déchetterie avec la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2170)
- de respecter les prescriptions de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (risque de chute, etc.)
- d'adapter le site à la multiplication des flux accueillis en déchetterie et à l'évolution des tonnages
- et d'améliorer les flux de circulation sur site (notamment réguler l'accès à la plateforme déchets verts et aménager les différents accès pour sécuriser les déplacements aux colonnes de tri, etc.).

Afin de mener à bien ce projet, il convient de solliciter les subventions auprès des différents organismes susceptibles d'apporter une aide financière. Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES	
Postes	TOTAL HT	Cofinanceurs	TOTAL HT
Lot 1 : Terrassement-VRD	150 000 €	Etat (DETR)	90 000 €
Lot 2 : Fourniture et pose de barrière + reprise clôtures	20 000 €	Conseil départemental De la Mayenne	15 000 €
Lot 3 : sécurisation risque de chute (bennes, site déchets verts)	70 000 €		
Lot 4 : vidéoprotection	8 000 €	Mayenne Communauté	203 000 €
Lot 5 : locaux de stockage (déchets dangereux, électroniques, huiles)	50 000 €		
Lot 6 : déplacement et rafraîchissement local gardien	10 000 €		
<b>Total HT</b>	<b>308 000 €</b>	<b>Total HT</b>	<b>308 000 €</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- sollicite de l'État (DETR), du Conseil Départemental de la Mayenne et de tout autre partenaire mobilisable une subvention afin de réaliser ces travaux
- donne délégation à M. le Président pour arrêter le plan de financement de l'opération susvisée en fonction des éventuelles évolutions
- et autorise M. le Président à signer tous les documents afférents.

## 21 - Santé - Maison des Adolescents – Adhésion au Groupement d'Intérêt Public

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

### M. MOLL expose :

La Maison des Adolescents s'adresse aux jeunes de 11 à 21 ans, à leurs parents et aux professionnels,



avec comme principal adresseur les établissements scolaires. Depuis sa création en avril 2011 à Laval, la demande est en constante augmentation : d'autres lieux de permanences se sont ainsi ouverts à Evron (en 2013) et à Craon (en 2016).

*« L'objet de la Maison des Adolescents est d'apporter une réponse de santé, et, plus largement, de prendre soin et d'accompagner les adolescents en leur offrant les prestations les mieux adaptées à leurs besoins et leurs attentes, de fournir aux adolescents des informations, des conseils, une aide au développement et au projet de vie, de favoriser l'accueil en continu par les divers professionnels, de garantir la continuité et la cohérence des prises en charge, de constituer un pôle ressource pour l'ensemble des acteurs concernés par l'adolescence ».*

### **Trois grandes missions lui incombent :**

**1. Recevoir des adolescents et/ou leurs familles** pour des demandes et besoins très variés, allant de problématiques psychologiques importantes à des questions d'orientations scolaires ou sociales, accompagner l'adolescent et sa famille vers des prises en charge extérieures ou initier de nouveaux modes de prise en charge pour des cas qui n'ont pas trouvé de réponses adéquates.

**2. Fédérer, animer et former le réseau des professionnels** de l'adolescence du Département. Impulser une réflexion et développer ou participer à des actions sur le champ de la prévention.

**3. Être un centre de ressources et d'informations** pour tous et un centre de recherche épidémiologique.

Le besoin d'aide immédiate est satisfait dans la majorité des cas, seules 22% des situations sont réorientées vers d'autres professionnels de droit commun.

La MDA de la Mayenne est organisée sous la forme d'un GIP (Groupement d'Intérêt Public) depuis le 15 novembre 2016. Mayenne Communauté a été invitée aux travaux de constitution en GIP de la MDA. Du fait de sa récente fusion, elle n'a pas adhéré au GIP. Il est ainsi proposé aujourd'hui une permanence à Mayenne et à Lassay-les-Châteaux, suite aux demandes remontées par les acteurs et aux besoins constatés par le territoire.

**Après avis favorable de la commission intercommunale en santé publique en date du 28 novembre 2016, il est proposé aujourd'hui une adhésion au GIP afin d'avoir une permanence tous les mercredis sur Mayenne et une permanence sur RDV à Lassay les Châteaux.**

La demande d'adhésion au GIP doit au préalable être acceptée par ses membres, qui vont se réunir en octobre/novembre 2017.

Les moyens mis à disposition par Mayenne Communauté pourraient être :

- Une contribution financière/subvention à hauteur de 10 000 € (à inscrire au budget 2018),
- La mise à disposition de locaux sur Mayenne et Lassay-les-Châteaux (ponctuellement) avec une ligne téléphonique et internet,
- La mise en lien avec le CHNM et la pédopsychiatrie et les acteurs locaux via le poste d'animateur CLS, ainsi qu'une aide à la réalisation d'actions de prévention.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **demande l'adhésion de Mayenne Communauté au GIP de la Maison des adolescents**
- **s'engage à prévoir ce crédit de fonctionnement au budget 2018**
- **désigne Hubert MOLL comme représentant au Conseil d'Administration du GIP et Jean-Paul COISNON comme suppléant**
- **et autorise le Président à signer tout document se rapportant à cette opération.**

**22 - Interventions de la « Sauvegarde Mayenne Sarthe » dans le cadre du schéma de protection de l'enfance du Conseil départemental**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

**M. COISNON expose :**

Vu les bilans de nos actions en matière de jeunesse, la préparation du nouveau CLS contrat local de Santé intercommunal et du nouveau CEJ contrat enfance jeunesse avec la CAF et la MSA qui font apparaître des enjeux, des problématiques spécifiques et des actions ciblées à mettre en place à l'attention des publics jeunes et adolescents.

Vu l'avis du bureau en date du 17 octobre dernier favorable à engager une réflexion pour une politique jeunesse globale et l'étude du transfert de compétence pour les activités à l'attention des adolescents à l'horizon 2019.

Vu l'augmentation des incivilités, des comportements à risques et les constats des éducateurs de la « Sauvegarde Mayenne Sarthe » et ainsi la nécessité de renforcer l'action de prévention et la présence d'adultes référents sur le domaine public.

Vu la convention du Conseil départemental de la Mayenne, en lien avec le schéma départemental de protection de l'enfance qui prévoit l'intervention de la « Sauvegarde Mayenne Sarthe » sur Mayenne à raison de 1 ETP réparti 2 mi-temps d'éducateurs, auprès des jeunes du territoire de 10 à 21 ans, et plus particulièrement des 10-16 ans et tendent à prévenir les risques de « désocialisation » et de marginalisation.

Considérant l'avis des éducateurs de la Sauvegarde et du conseil départemental pour renforcer l'action de la prévention spécialisée sur les territoires concernés, dans le cadre d'accord tripartite avec la participation des collectivités. Pour notre part, la proposition du schéma départemental serait de 2 ETP en présence sur le terrain auprès des jeunes (nous sommes à 1 ETP actuellement) avec un financement 46 600 € collectivité, 80 000 € Conseil départemental.

La participation des territoires au financement de ces actions est la condition de leur développement, voir de leur maintien. Nous avons sur le territoire de Mayenne Communauté de nombreux jeunes scolarisés à Mayenne (3 800 jeunes dont 77 % sont sur Mayenne scolarisés la semaine, mais originaires d'autres communes).

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

***- valide une participation à hauteur de 23 300 €, ce qui permettrait de renforcer la présence sociale des éducateurs à hauteur d'un mi-temps***

***- et autorise le président à engager une négociation dans ce sens avec le conseil départemental et la sauvegarde en vue d'une convention tripartite***

## **23 - Développement culturel – Participation Pays d'Art et d'Histoire**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017*

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Depuis 2005, le territoire Coëvrons Mayenne bénéficie du label « Pays d'art et d'histoire ». Dans ce cadre, chaque année, une convention de partenariat était signée entre le Conseil Départemental, la Communauté de communes des Coëvrons (3C) et Mayenne Communauté.

### ***Les actions programmées sur notre territoire***

#### **Éditions**

- réalisation et la diffusion d'un bulletin d'information afin d'informer la population locale de l'actualité patrimoniale du territoire mais également de pallier le manque de visibilité du Pays d'art et d'histoire.
- Plusieurs rééditions de documents existants sont proposées en application de la nouvelle charte graphique du réseau (Parcours Montourtier, Parcours Hambers, Parcours Saint-Pierre-sur-Erve...)
- Réalisations des kakémonos ou autres supports légers du même type aux couleurs du Pah.
- Un site internet dédié au Pays d'art et d'histoire pourrait être créé en 2018.

### **Musique & patrimoine**

Il est proposé que le Pays d'art et d'histoire participe à deux manifestations impliquant les Conservatoires des Coëvrons et de Mayenne Communauté.

La collaboration avec le conservatoire Ivan Bellocq de Mayenne débouchera sur la création d'une balade musicale qui sera organisée à Lassay-les-Châteaux le samedi 2 juin dans le cadre de la manifestation nationale Rendez-vous aux jardins.

### **Circuits-découvertes et rando-patrimoine**

Il est proposé de créer des circuits thématiques en marge de la nouvelle exposition temporaire du centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine qui portera sur les églises romanes en Mayenne. (Charchigné et Constest)

### **Actions éducatives en temps scolaire**

L'équipe propose par ailleurs d'améliorer le livret éducatif utilisé lors de l'animation éducative sur la rivière La Mayenne.

### **Actions éducatives hors temps scolaire**

Il est proposé de créer deux chasses au trésor à Fontaine-Daniel et Saint-Christophe-du-Luat.

### **Visites-découvertes**

De nouvelles visites sont proposées pour l'année 2018 :

- Un parcours-découverte de Mayenne du Moyen Âge au 19<sup>e</sup> siècle
- Le Horps
- Champéon
- Une nouvelle version de la visite de Montsûrs

Dans le cadre du dixième anniversaire du Musée du château de Mayenne, ce dernier a sollicité l'équipe du Pays d'art et d'histoire pour participer à une opération menée sur le territoire de Mayenne Communauté. Il s'agirait d'assurer la présentation de trois communes à divers publics (personnes âgées, jeune public, personnes handicapées) qui choisiraient les monuments et angles de vue à privilégier dans le cadre d'un travail photographique débouchant sur une exposition fixe (au Musée) et itinérante (sur Mayenne Communauté).

**La poursuite des Dimanches d'exception (Champéon, Marcillé-la-Ville...)**

### **Cinéma & patrimoine**

La séance programmée sur Mayenne Communauté serait organisée au Musée du château de Mayenne en remplacement de celle annulée pendant l'été 2017.

### **Accompagnements financiers**

Il est proposé de renouveler la participation du Pays d'art et d'histoire au concours/festival de piano de Mayenne par l'attribution d'un prix d'un montant de 1 000 €.

Participation du Pah à la réalisation de l'exposition temporaire annuelle du Ciap du château de Sainte-Suzanne selon des modalités qui sont présentées ci-après dans « Budget prévisionnel 2018 »

### **Le budget prévisionnel**

Le budget prévisionnel du Pays d'Art et d'Histoire s'établit comme suit :

Honoraires animations : 6 000 €  
Actions éducatives : 3 000 €  
Fournitures animations : 1 000 €  
Impressions : 15 000 €

Prix festival piano : 1 000 €  
Frais alimentation : 150 €  
Expo temporaire Ciap : 25 000 €  
Postes : 70 000 €

**Total dépenses : 121 150 €**

Recettes escomptées : 20 000 € (recettes propres, subvention)

**Total reste à financer : 101 150 € (97 250 € en 2017)**

**Parts respectives des collectivités :**

Mayenne Communauté  
Séance du 23 novembre 2017

- CD53 : 50 575,00 € (48 625 € en 2017)
- 3C : 25 287,50 € (24 312,50 € en 2017)
- MC : 25 287,50 € (24 312,50 € en 2017)

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer la convention avec la Pays d'Art et d'Histoire au titre des actions 2018 et s'engage à prévoir la somme de 25 287.50 € au budget primitif 2018.**

#### **24 - Economie – Commerce – Ouverture des dimanches et jours fériés 2018**

Reçu à la Sous-Préfecture le 1 décembre 2017

#### **M. TRANCHEVENT expose :**

La Ville de Mayenne a délibéré pour autoriser la possibilité d'ouvrir 12 dimanches et jours fériés en 2018. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, est appelé à se prononcer, sur saisine obligatoire du maire, sur l'intention de ce dernier d'autoriser l'emploi de salariés dans les établissements se livrant, sur le territoire de sa commune, à un même commerce de détail et ce, pendant un nombre de dimanches supérieur à cinq au cours de l'année sans pouvoir excéder un plafond de douze dimanches. L'avis rendu par l'EPCI a pour effet de lier le maire ; celui-ci est tenu de se conformer à cet avis. La Ville de Mayenne souhaite autoriser les jours suivants :

1 - 14 janvier	7 - 26 août
2 - 18 mars	8 - 16 septembre
3 - 8 mai	9 - 2 décembre
4 - 24 juin	10 - 9 décembre
5 - 1er juillet	11 - 16 décembre
6 - 14 juillet	12 - 23 décembre

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rend un avis favorable quant aux jours autorisés par la ville de Mayenne.**

Par ailleurs, les coiffeurs sont soumis à autorisation préfectorale d'ouverture du dimanche. Pour 2017, nous venons d'être consulté par la Préfecture pour avis pour les dimanches 24 et 31 décembre.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rend un avis favorable pour ces 2 dates sur l'ensemble des communes de Mayenne Communauté.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h06.

Vu, le Secrétaire,  
MC Olivier



Vu, le Président  
Michel ANGOT

